

Conférence de presse de M. François Mitterrand, Président de la République, à l'issue de son entretien avec M. Helmut Kohl Chancelier de RFA, notamment sur la coopération européenne en matière de fiscalité et d'audiovisuel, Vézelay, vendredi 14 octobre 1988.

Mesdames et Messieurs,

- Nous venons avec le Chancelier Helmut Kohl de nous rencontrer pour la soixantième fois en six ans. C'est dire que la relation entre nos deux pays est constante, vivante, active et que nous pouvons ainsi mutuellement nous informer de nos impressions, de nos intentions et débattre en commun des principaux problèmes qui occupent le monde.

- Cette fois-ci, le Chancelier Kohl devant se rendre sous peu en Union soviétique et moi-même, un mois plus tard, à la fin du mois de novembre, nous avons été portés très naturellement à parler des relations de l'Union soviétique et de nos pays, et de l'Europe, et au-delà des relations Est Ouest. Cela a occupé une large part de nos conversations à table et pendant la promenade qui nous a menés de Saint-Père-sous-Vézelay jusqu'à la Basilique.

- Nous avons également parlé des déterminations qui paraissent nécessaires pour continuer, poursuivre la construction du marché unique et au-delà de l'Europe communautaire : les problèmes de fiscalité, les problèmes de l'Eurêka de l'audiovisuel, de l'Europe sociale. Une série de développements qui, selon le Chancelier ou selon moi, mettent l'accent sur tel ou tel aspect qui paraît primordial à l'un ou à l'autre, à l'un et à l'autre.

- Je n'ai pas d'autre chose à vous dire. Et le Chancelier Kohl va répondre à vos questions si vous le jugez bon et en tout cas ajouter quelques mots.\

QUESTION.- M. le Président avez-vous évoqué la situation du franc français par rapport au mark allemand car il y a certaines tensions sur le franc français depuis hier ?

- LE PRESIDENT.- Mais enfin voyons, cela va, cela vient. Notre situation est saine. Pourquoi parler de cela sans créer le cas échéant une émotion tout à fait inutile et qui ne serait pas justifiée ?

- QUESTION.- M. le Président est-ce que vous pouvez nous dire quels sont à vos yeux les principaux obstacles qui se dressent devant l'Europe de 1992 ?

- LE PRESIDENT.- Vous savez c'est difficile d'harmoniser l'action de tous ces pays. C'est une difficulté de fond que l'on rencontre à chaque instant et là l'ampleur des problèmes s'est encore élargie puisque en 1993 tout aura dû être fait. Pour l'instant, pour la France par exemple : le problème de la fiscalité qui est déterminant au moment de la libération des mouvements de capitaux, la fiscalité de l'épargne puis bien d'autres choses encore. D'un point de vue plus constructif, c'est la véritable naissance de l'Eurêka audiovisuel qui montrera la volonté de l'Europe de se doter de l'instrument qui lui permettra de préserver les cultures de l'Europe tout en liant ces cultures dans des sources de production communes. Et puis vous connaissez mon point de vue : Avec Felipe Gonzales nous nous en sommes déjà entretenus, nous allons pendant un an, puisque nous nous succédons à la tête de la Communauté, développer quelques thèmes, plus que les thèmes, un certain nombre de réalisations touchant à la naissance de l'Europe sociale. Je pense en particulier aux conventions collectives.\